
Bulletin d'histoire politique

Serge Halimi, Les nouveaux chiens de garde, Dijon-Quetigny, Le Seuil, 1997, 110 p.

Bruno Bouchard



Volume 7, Number 1, Fall 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060311ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060311ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bouchard, B. (1998). Review of [Serge Halimi, Les nouveaux chiens de garde, Dijon-Quetigny, Le Seuil, 1997, 110 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 7(1), 203–204.
<https://doi.org/10.7202/1060311ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Guy Saint-Pierre, ne se gêne pas pour blâmer sévèrement le corps professoral pour avoir, entre autres, permis la discussion en classe du Manifeste felquiste. Cette commission d'enquête sur la propagande dans les écoles, qui sera très contestée par les groupes de pression, ne donnera que peu d'informations pertinentes.

Mentionnons, en terminant, que malgré la pertinence de ce travail de recherche, on peut déplorer quelques petites erreurs d'identification dans le nom de certains partis politiques et dans la chronologie des événements qui auraient certes mérité une meilleure révision des textes. Ainsi le RIN n'est pas le Regroupement mais le «Rassemblement pour l'indépendance nationale» (p. 13).

**Bruno Bouchard,
historien**

**Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*,
Dijon-Quetigny, Le Seuil, 1997, 110 p.**

À la tête d'un réseau de chercheurs et plus récemment d'une maison d'édition (Liber-Raisons d'agir), le sociologue français Pierre Bourdieu s'est maintenant donné comme mission «de détruire la frontière entre le travail scientifique et militantisme», de «réhabiliter la polémique» et d'intervenir sur des problèmes politiques et sociaux d'actualité par des ouvrages denses qui devraient former peu à peu, selon l'argumentaire de la collection, «une sorte d'encyclopédie populaire internationale».

À son avis, le principe de neutralité de l'objectivité du chercheur scientifique et de la conviction subjective du militant est désormais caduc. Il propose plutôt d'amalgamer l'engagement sartrien et la conception foulcadienne de l'intellectuel spécifique qui accoucherait d'un nouveau «militantisme scientifique». Son objectif consiste à «diffuser le savoir indispensable à la réflexion et à l'action politique dans une démocratie». Ses principales cibles sont les effets pervers du néo-libéralisme et la complicité incestueuse des médias d'information unis plus que jamais à l'establishment financier et politique.

L'ouvrage d'Halimi, paru dans cette nouvelle collection, a connu depuis le mois de novembre 1997 un succès inattendu en France. Vendu au prix modique de seulement 30 francs (7 dollars), ce petit essai vitriolique d'un journaliste du *Monde diplomatique* Serge Halimi s'est déjà écoulé à plus de 200 000 exemplaires, soit douze réimpressions successives! Depuis ce temps, l'ouvrage est rapidement devenu un best-seller dans l'hexagone. Mais

pourquoi un tel tabac? Il répond probablement à un besoin de comprendre de quelle façon la «pensée unique» est diffusée et de démontrer comment l'establishment financier contrôle insidieusement, par ricochet, les médias d'information.

L'auteur démontre avec éloquence dans ce pamphlet qu'une trentaine de «journalistes de marchés» (Christine Ockrent, Philippe Labro, Anne Sinclair, Patrick Poivre d'Arvor, Serge July, Claire Chazal, et *tutti quanti*) se font en quelque sorte complices avec l'establishment pour occulter les véritables débats de fond sur les mécanismes d'exploitation d'une grande partie de la société. Phénomène encore plus déplorable, ces derniers, dit-il, squattent les antennes, font mine de débattre et simulent l'affrontement alors qu'ils sont d'accord sur presque tout. Il déplore également que la presse ait cessé de s'intéresser de plus en plus au sort des gagne-petit pour «s'enfermer dans une classe et dans une caste. Il a perdu des lecteurs et son crédit. Il a précipité l'appauvrissement du débat public».

Par exemple, pour illustrer ses propos, il cite le présentateur du journal de TFI, Jean-Claude Narcy, qui sermonne un ministre de gauche en disant: «Réduire le temps de travail est une chose. Encore faut-il que les travailleurs acceptent de baisser leurs salaires. Comment espérez-vous les en persuader?» Halimi écrit que devant l'omniprésence du message néo-libéral véhiculé par l'establishment financier, le spectateur viendra à penser qu'il s'agit d'une question correcte! Il suggère plutôt cette question: «Encore faut-il que les détenteurs de revenu du capital acceptent de rogner sur leurs rentes qui, toutes les études le démontrent, ont fortement progressé depuis quinze ans. Comment espérez-vous les en persuader?»

L'auteur relève ainsi tout au long de son merveilleux petit pamphlet plusieurs exemples de ce type qui sont constamment diffusés dans les médias d'information, qui sont devenus de plus en plus au fil des ans, disons-le, un appareillage idéologique au service de la classe dominante! L'esprit critique semble s'être soudainement évaporé devant l'émergence du néo-libéralisme et de l'argent facile dont profitent impunément plusieurs journalistes. À quant un tel travail de recherche au Québec?

Bruno Bouchard,
historien